

Pouvoir d'emprunt

a justifié de belle façon la nécessité de dépenser davantage en période difficile. Le problème, c'est que si le gouvernement adopte une attitude radicalement contraire à la théorie de Keynes en période d'abondance et qu'il emprunte à tour de bras pour acheter le vote des électeurs, il ne lui reste plus beaucoup de marge de manœuvre lorsque le temps est venu de stimuler l'économie. C'est un peu comme le parabole biblique des vierges folles et des vierges sages. Dans les personnes qui nous font face, le premier ministre, le vice-premier ministre (M. MacEachen), le ministre des Finances (M. Lalonde), le président du Conseil du Trésor (M. Gray) et le ministre d'État aux Finances (M. Cosgrove), je discerne très bien cinq vierges folles. En 1968-1969, le gouvernement consacrait 4 p. 100 de ses dépenses au service de la dette. Aujourd'hui, ce chiffre est de 35 p. 100, c'est-à-dire neuf fois plus.

Il faut que ces cinq personnages soient complètement écerclés pour nous avoir fourrés dans un pétrin pareil. Ce qui est terrible, c'est que les cinq que j'ai nommés sont parmi les plus compétents du cabinet. Faut-il s'étonner que le Canada s'en aille chez le diable? Je refuse de croire qu'il n'y ait pas de députés plus talentueux parmi l'arrière-ban ministériel, mais en quoi peuvent-ils être utiles au Canada? En fait, notre pays a été ruiné jusqu'à la corde par l'incompétence monumentale du cabinet actuellement au pouvoir. Que Dieu nous vienne en aide!

Les emprunts massifs effectués par le gouvernement sur le marché financier en chassent le secteur privé, le secteur productif. Les sommes disponibles ne sont pas illimitées, et la forte demande gouvernementale provoque évidemment la hausse des taux. En deux mots, les taux d'intérêt augmentent. Les ministres surnommés ne peuvent imputer à M. Bouey la responsabilité directe de la fixation des taux, ils ne peuvent dissimuler le fait que ce sont leurs politiques qui ont en fin de compte fixé les taux.

Le gouvernement a considérablement ébranlé la confiance du public et des milieux d'affaires à cause de sa mauvaise gestion financière. Il ne faut pas sous-estimer l'incidence de ce facteur. Nous avons atteint le stade du cycle économique où la confiance du public et des milieux d'affaires est peut-être primordiale. Que voit le public? Il voit que le gouvernement actuel se vautre dans un bourbier de dettes, plaçant ses espoirs, et ceux du pays, dans un budget qui semble de plus en plus contestable quand on l'étudie, et qui est basé—que Dieu nous vienne en aide à tous—non pas sur la responsabilité financière, mais sur le principe que nous continuerons à vivre à crédit pendant un an ou deux et que l'on recommencera à se servir des recettes fiscales pour payer les factures—après les prochaines élections.

Le public voit un gouvernement qui impose son programme des six et cinq au reste du pays mais qui fait une exception dans son propre cas. Il voit un gouvernement qui, il y a six semaines, a adopté le projet de loi portant le pouvoir d'emprunt le plus élevé dans nos annales, et qui revient demander l'autorisation d'emprunter davantage. Il voit un groupe de députés de l'arrière-ban qui, se dérobaient complètement aux responsabilités qu'ils ont à l'égard de leur pays et de leurs électeurs, ont décidé de tout permettre en continuant à donner aveuglément leur appui aux députés siégeant sur les premières banquettes.

L'enjeu n'est pas de bien gouverner. Ce n'est pas la loyauté envers l'électorat ni ses intérêts. L'enjeu, c'est le pouvoir, le pouvoir pour le pouvoir, et pour les privilèges très intéressants qu'il apporte, cela va de soi. C'est le pouvoir qu'il faut conserver à tout prix, le prix devant être payé par les citoyens, bien sûr, au profit du parti libéral. «Tout le pouvoir aux libéraux» Quel slogan!

Je crois que nous sommes tous d'accord sur le fait que l'ingrédient qui manque dans la situation économique actuelle, le facteur dont nous avons désespérément besoin si l'on veut que la reprise persiste, c'est la confiance. Le parti actuellement au pouvoir ne peut pas gagner cette confiance à cause des activités économiques que le gouvernement a eues pendant son mandat, à cause des événements économiques de la dernière ou des deux dernières décennies. Pour le dire d'une façon toute simple, le gouvernement a gaspillé sa crédibilité, et si l'on en veut la preuve, nous l'avons amplement dans le projet de loi portant pouvoir d'emprunt qui est à l'étude.

J'ai cité bien des statistiques pendant mon intervention. Ces chiffres sont tellement faramineux qu'ils ne surprennent pas autant qu'ils le devraient. C'est comme les statistiques sur la bombe de Hiroshima ou sur la peste noire. Les chiffres sont trop élevés pour pouvoir trouver des points de comparaison.

Je voudrais citer un dernier chiffre qui est pertinent à mon sens. Nous savons tous que depuis les dernières élections de 1980, le gouvernement a mis en œuvre un programme d'austérité dont il a beaucoup parlé. Du moins, il a parlé d'austérité et il a exhorté le secteur privé à suivre son exemple quand il a réglementé les traitements des fonctionnaires. Il part peut-être du principe qu'en tenant les citoyens occupés en lançant des appels, ceux-ci n'ont pas le temps d'aller vérifier les chiffres.

Depuis les dernières élections, les dépenses du gouvernement ont augmenté de 66 p. 100, soit de deux tiers. Quelle austérité! Juste pour situer le problème dans son contexte, durant la même période, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 37 p. 100 et le produit national brut de 33 p. 100, soit deux fois moins que les dépenses du gouvernement. Et voilà que le gouvernement vient encore demander 14.7 milliards de dollars. Dans quel but? Il ne l'a pas dit. Nous le savons toutefois. Nous le savons tous. C'est pour ne plus devoir revenir demander de l'argent avant les prochaines élections.

C'est inconcevable de présenter un tel projet de loi au Parlement. Je crois qu'il vaudrait beaucoup mieux que le gouvernement décide de le présenter aux Canadiens. Nous savons quelle serait leur réponse.

Comme l'ont signalé les députés qui ont parlé avant moi, le gouvernement essaie de se constituer une réserve supplémentaire de 2 milliards de dollars en cas d'imprévu. Voilà une autre raison pour laquelle les députés de mon parti rejeteront ce projet de loi.

• (1240)

M. Blais: Monsieur le Président, le député vient de parler d'une caisse noire et il s'est fait l'écho de certains propos du député d'Esquimalt-Saanich (M. Munro). Comme il s'en souviendra, ce dernier a dit qu'en effet les sommes empruntées seraient dépensées à des fins politiques.

Le député partage-t-il cette opinion alors qu'on a annoncé hier, en Saskatchewan, qu'on allouerait plus de 4 millions de dollars pour financer la plus grosse exposition de bétail de la